



FEDERATION EUROPEENNE DE L'ACTIONNARIAT SALARIE

Le 22 mai 2009

Huitième Rencontre Européenne de l'Actionnariat Salarié

Bruxelles 18 mai 2009

L'actionnariat salarié et la crise financière

Quelle est l'état de l'actionnariat salarié en Europe au seuil de la crise financière? C'était le thème de la Huitième Rencontre Européenne de l'Actionnariat Salarié à Bruxelles le 18 mai 2009.

La crise financière apporte un nouvel élan au développement de l'actionnariat salarié. En premier lieu, les restructurations et le sauvetage d'entreprises en difficultés sont habituellement un terrain d'élection pour les solutions à base d'actionnariat salarié. Deuxièmement, la dépréciation des actifs industriels crée des occasions nouvelles pour les investisseurs, y compris les actionnaires salariés. Enfin, l'actionnariat salarié doit être associé plus sérieusement à la gouvernance et à la gestion des entreprises européennes, en vue de déplacer la vision du court terme vers le plus durable.

Le tout nouveau "Recensement Economique de l'Actionnariat Salarié dans les Pays Européens en 2008" a été présenté pour la première fois lors de la rencontre, donnant une image précise de l'actionnariat salarié en Europe au seuil de la crise financière.

Quel est l'état d'esprit chez les actionnaires salariés? Est-ce la fin de la propriété? la fin de l'actionnariat? la fin de l'actionnariat salarié? Reliques du passé ou nouvel élan? Une table ronde a réuni des témoins d'entreprises types venus de différents pays.

Quels changements politiques? L'Allemagne a voté sa nouvelle législation pour l'actionnariat salarié il y a tout juste quelques semaines. En Italie, le Sénat discute un nouveau projet... Tel est le contexte de notre "Manifeste pour les Elections 2009 du Parlement Européen".

Ouverture

Pascale Nieuwland du Netherlands Participation Institute a ouvert la rencontre avec Marc Mathieu, le Secrétaire Général de la Fédération Européenne de l'Actionnariat Salarié. Marc Mathieu a adressé les chaleureux remerciements de la FEAS à l'Institut Néerlandais pour la Participation et à la Région de Bruxelles-Capitale qui étaient les sponsors de cette rencontre, à Pascale Nieuwland et à ses collègues Marjon Westerhof et Renate Hanoch, qui toutes participaient à la rencontre.

Cette année, la rencontre européenne s'est ouverte sur de bonnes et de mauvaises nouvelles de notre équipe.

Notre Président Cees Vos, Administrateur aussi du Netherlands Participation Institute, n'a pas pu être présent cette année, se remettant tout juste d'une grave opération cardiaque.



Nos pensées vont aussi à notre Président d'Honneur Pierre Vanrijkel et à sa chère femme Marie-Madeleine qui est décédée ce 4 mars. Beaucoup d'entre nous connaissaient Marie-Madeleine depuis des années, elle a beaucoup contribué et elle a pris part à la plupart de nos Rencontres Européennes depuis le début en 1998. Nous partageons tous le chagrin de Pierre.

En l'absence de Cees Vos, c'est Henk Kool qui a inauguré la rencontre. Henk Kool est intervenu comme une figure politique éminente aux Pays-Bas, comme Vice-Maire de La Haye et comme un fin connaisseur de l'actionnariat salarié, puisqu'il a aussi été précédemment administrateur du Netherlands Participation Institute.

Dans son intervention, Henk Kool a mis en exergue l'idée que la crise actuelle offre de nouvelles occasions pour l'actionnariat salarié. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui pour sortir de la crise, c'est de confiance et de fondations plus durables, a dit Henk Kool, - et c'est typiquement ce que l'actionnariat salarié peut apporter.

Recensement Economique de l'Actionnariat Salarié dans les Pays Européens en 2008

On a tout entendu à propos de cette crise, a dit Marc Mathieu, on a même invoqué la fin du monde. La "fin du capitalisme actionnarial", la fin de la propriété et de l'entreprise, la fin de l'actionnariat salarié, et on en passe ???

Il y a quelques jours, le quotidien financier français "La Tribune" titrait: "*L'actionnariat salarié freiné par la crise*", un article basé sur une étude publiée par Hewitt Associates, dont la conclusion était que "*L'actionnariat salarié résiste à la crise*", ce qui n'est pas tout-à-fait la même chose, et même simplement le contraire !? L'étude indiquait que 46% des entreprises examinées préparaient de nouveaux plans d'actionnariat salarié pour un avenir proche – "pas mauvais". Et même très bon, si l'on sait que 37% de toutes les grandes entreprises européennes avaient lancé de nouveaux plans en 2007/8, à comparer à 27% en 2006/7!

Qu'en est-il réellement? Le nouveau "Recensement Economique de l'Actionnariat Salarié dans les Pays Européens en 2008" donne l'image exacte de l'actionnariat salarié européen au seuil de la crise financière.

Le nouveau Recensement Annuel 2008 indique un tassement de l'actionnariat salarié européen au seuil de la crise financière. Les actifs détenus ont chuté à 240.2 milliards d'Euro en 2008, contre 283.3 milliards en 2007 (-15.2%). Toujours nettement au-dessus des 206.2 milliards de 2006. En pourcentage, la part des salariés s'est stabilisée à 2.63% dans le capital des entreprises. Sur base des tendances récentes, on peut s'attendre à un doublement dans les 5-10 prochaines années, de 9.1 millions d'actionnaires salariés

aujourd'hui à 16 millions, de 28.2% des salariés dans les grandes entreprises européennes à 40-50%, et en termes de détention de 2.63% actuellement à 4-5%.

On peut décrire le développement de l'actionnariat salarié dans les grandes entreprises européennes comme un phénomène de démocratisation, dit Marc Mathieu. Cela s'observe à travers de nombreux indicateurs:

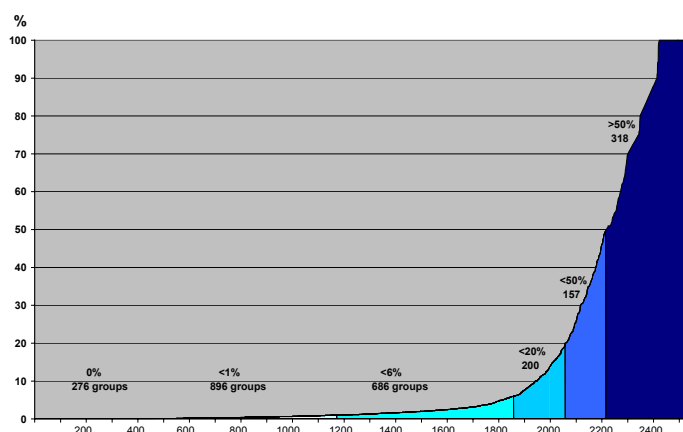
- Nombre d'entreprises: On part d'un tout petit nombre d'entreprises avec un actionnariat salarié et on aboutit aujourd'hui à 85% des grandes entreprises.
- Entreprises ayant des plans d'actionnariat salarié
- Entreprises ayant des plans pour l'ensemble de leurs salariés ("*broad based plans*")
- Nombre de pays
- Nombre d'actionnaires salariés
- % actionnaires salariés / ensemble des salariés
- Capitalisation détenue par les salariés

Lorsqu'on observe la carte d'Europe, on voit que l'actionnariat salarié dans les grandes entreprises s'est propagé de loin en loin, en cinq vagues successives à travers les différents pays européens, - qu'ils soient ou non pourvus d'une (bonne) législation.

52% de toutes les grandes entreprises européennes ont des plans pour l'ensemble de leurs salariés ("*broad based*") en 2008, à comparer à 50% en 2007 et 46% en 2006.

Toutefois, le petit nombre des dirigeants supérieurs détient encore la part du lion en comparaison avec les autres salariés, dans un bon nombre de pays. On peut observer ceci d'un pays à l'autre à l'aide d'un "indice de démocratisation de l'actionnariat salarié".

Il est de la responsabilité de tous, gouvernements, représentants politiques et acteurs sociaux, de faciliter ou de faire obstacle à ce processus de démocratisation. conclut Marc Mathieu.



D'autre part, voyons ce qui se passe au niveau de chaque grande entreprise. Elles sont ici rangées de 0% à 100% détenus par les salariés. On observe un continuum, toutes les situations coexistent. En conclusion, vous pouvez voir qu'il n'est pas dans la nature de l'actionnariat salarié, ni d'être petit ni d'être minoritaire. Et il n'y a aucun nombre "magique" (p.ex. 50%+1).

Enfin, 27% de toutes les grandes entreprises européennes

ont un actionnariat salarié d'ampleur "stratégique" ou "déterminante" ou "de contrôle", et la proportion est de 19% si l'on se limite aux entreprises cotées en bourse. Des chiffres élevés, et ils sont en augmentation.

Témoignages d'entreprises – L'état d'esprit de l'actionnariat salarié en Europe

Quel est l'état d'esprit chez les actionnaires salariés? Est-ce la fin de la propriété? la fin de l'actionnariat? la fin de l'actionnariat salarié? Reliques du passé ou nouvel élan? Une table ronde a réuni des témoins d'entreprises types venus de différents pays. Allons tout de suite à la conclusion: Confiance dans l'entreprise et confiance dans l'avenir, - "comme d'habitude" (*business as usual*), résumant le sentiment général.

Voestalpine (Autriche) a mis en place l'actionnariat des salariés comme un élément stratégique de sa privatisation et avec le souci prioritaire d'associer l'actionnariat salarié à la gouvernance. Nous sommes maintenant en train d'internationaliser notre plan d'actionnariat salarié, dans quatre pays pilotes, dit Max Stelzer. Avec une condition majeure: pouvoir grouper l'exercice des droits de vote. C'est très compliqué et on doit déplorer le manque de

vraie expertise pour faciliter cette internationalisation. Je rejoins Henk Kool, nous avons surtout besoin de confiance, et la crise nous a tout au plus conduits à décaler de six mois l'internationalisation de notre plan d'actionnariat salarié. En Autriche, nous n'avons eu aucune interruption, 25% des salariés ont investi 1.000 Euro chacun dans le plan en 2008.

Vivendi (France) est un grand groupe de communication, un secteur moins affecté par la crise. L'actionnariat salarié est un élément fort de notre culture d'entreprise depuis longtemps, a dit Dominique Welcomme, avec une offre d'actions réservée aux salariés au moins une fois par an, et deux salariés sur trois étant actionnaires de l'entreprise, - "ils ont acheté le long terme". Récemment, on est revenu avec une offre à effet de levier, donc avec un risque d'actionnaire réduit. Défiance vis-à-vis des bourses, confiance dans l'entreprise, voilà qui résume bien notre situation.

Au Royaume Uni nous pensons que les plans d'actionnariat salarié doivent être plus largement encouragés, a affirmé Julie Richardson, Directrice de *ifsProshare*. Pour ce qui concerne les formules SAYE et SIP, qui sont les plus communes au Royaume Uni, les périodes de blocage pourraient être ramenées de 5 à 3 ans et les montants d'épargne autorisés devraient être augmentés. D'autre part, on voit que beaucoup de gens se retirent des plans anciens pour entrer dans les plans plus récents, à moindre risque. Une autre question concerne les plans d'options dépréciés ("*underwater options*") destinés aux cadres et aux dirigeants, ces gens doivent continuer à être rémunérés et encouragés, cela reste une question ouverte.



Mondragon (Espagne) a fait le choix d'affronter la crise par une stratégie de globalisation. Nous avons analysé cette crise comme une crise structurelle, tout comme l'est la globalisation, a dit José Mari Luzarraga. Mondragon compte maintenant 103.000 salariés dans le monde, dont 34% à l'étranger en 2008 contre 9% en 1999. D'autre part, 70% de tous les salariés étaient membres de leurs coopératives en 1999, et 82% en 2008. Nous avons fait la démonstration que l'internationalisation et le développement à l'extérieur n'ont pas affecté l'emploi à domicile au Pays Basque et en Espagne, que nous continuons à privilégier. Une autre décision très importante est celle, toute récente, de passer du statut de société anonyme au statut de coopérative de travailleurs associés pour Eroski (la chaîne de supermarchés). Du fait de la crise, l'emploi diminue dans les métiers traditionnels, ce que nous affrontons en mettant en place de nouveaux outils d'innovation et la création de nouvelles entreprises, tout comme par des restructurations, une plus grande flexibilité et même des réductions de salaires.

Veidekke (Norvège) est la quatrième entreprise de construction en Scandinavie. Nous avons démarré en 1936 et l'actionnariat salarié et la co-entreprise sont un élément clé chez nous depuis 40 ans, a dit Kai Krüger Henriksen. Nous occupons 6.300 salariés, parmi lesquels 3.488 sont actionnaires en 2008, détenant 18% de l'entreprise. Via des plans d'actionnariat annuels, nous avons investi ici pour le long terme, et nous ne sommes pas trop affectés par la crise, même si le cours de bourse a chuté de 50%. En 2009, le cours de

l'action est déjà en redressement, et le plan d'actionnariat salarié 2008 (au mois de novembre, "après la crise") a même rencontré plus de succès que celui de 2007.

Classements des entreprises du Top 100 Actionnariat Salarié Europe en 2008

En analysant les classements 2008 comparés à ceux de l'année 2007, on doit noter le déclin sévère des entreprises bancaires et financières, tandis que les industrielles progressent.

C'est la conséquence du rééquilibrage général que nous sommes en train d'organiser dans le monde, au travers de la crise financière, entre les valeurs industrielles et les financières.

Table ronde politique – Des progrès dans certains pays. Quid pour l'Europe?

En Slovénie, une nouvelle législation a été votée en 2008. Bien entendu il est un peu tôt pour des conclusions, dit Zvone Zupan, mais nous voyons déjà des entreprises utiliser la nouvelle loi, en optant jusqu'ici de préférence pour la formule monétaire.

En Italie des discussions sont depuis peu en cours au Sénat, a expliqué Guido Antolini, et il y a quelques jours, on a appris que le Gouvernement Italien appelait à une accélération.

En Allemagne la nouvelle législation est entrée en vigueur le 1er avril. L'avantage fiscal passe de 135 à 360 Euro par an, a indiqué Jens Lowitzsch. On a aussi introduit un nouveau "Fonds Spécial Allemand de Participation des Salariés" qui vise les PME. Bien sûr il est un peu tôt pour évaluer les choses, mais on peut douter de la réussite d'un tel fonds et nous continuons à plaider pour un modèle "ESOP européen" qui serait un outil efficace de transmission d'entreprises aux salariés.

Notre Manifeste pour les Elections Européennes a déjà reçu plus de 70 réponses de candidats et d'autres dirigeants politiques européens, ce qui est très encourageant, a dit Marc Mathieu. Cependant, la plupart des réponses sont venues de la gauche et du centre, des Verts et des libéraux, tandis que les membres du Parti Populaire Européen sont restés fort discrets jusqu'ici, ce qui paraît difficilement compréhensible.

Philine Scholze est intervenue en tant que porte-parole du Groupe des Verts Européen. Elle a exprimé le soutien des Verts pour encourager l'actionnariat salarié en Europe, comme outil de développement durable. Elle a aussi insisté sur l'implication souhaitable des partenaires sociaux.



Ieke van den Burg a été membre depuis dix ans du Groupe Socialiste au Parlement Européen. Elle a déploré que l'attention portée à l'actionnariat salarié se soit perdue au cours des années récentes. Elle a adressé il y a peu de temps une série de questions écrites à la Commission Européenne et ils ont répondu que ça ne les intéresse plus. Elle a insisté elle aussi sur la nécessité d'impliquer les partenaires sociaux. En conclusion, il faut espérer une Commission Européenne plus ambitieuse après les élections 2009.

Toutes les présentations, les documents de la rencontre et les photos sont à la page: <http://www.efonline.org/2009/Eighth European Meeting/Presentation FR.htm>

Avec le soutien de

